



Association des religieuses
pour les droits des femmes

Reli- femmes

DANS CE NUMÉRO

L'année 2015 s'achève avec la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP21. Au moment d'écrire ces lignes, le monde entier est en suspens, dans l'attente des résultats des négociations en cours. Cette rencontre de la plus haute importance justifie, cette fois encore, le choix du dossier.

Celui-ci a été confié à Molly Kane, la nouvelle coordonnatrice de l'Entraide missionnaire à qui une longue expérience de solidarité internationale donne une perspective large de la problématique incluant les rapports Nord-Sud. Son point de vue est d'abord et avant tout humanitaire: « Dans les pays du Nord, on ignore que les effets des changements climatiques affectent la vie de millions d'êtres humains », écrit-elle.

Elle voit les femmes, quoique sous-représentées dans les instances politiques, aux premières lignes pour défendre la Terre et les écosystèmes. Considérant le péril en la demeure, elle salue l'encyclique du pape François, *Laudato si*, « comme souffle d'espoir d'un avenir partagé par toutes et tous ».

La rédaction

EN MOUVEMENT

LA PARITÉ, une bonne nouvelle ?

Au fédéral, le précédent cabinet comptait sept femmes sur vingt-sept ministres, soit exactement le tiers. Celui de Pierre Elliott Trudeau, en 1968, n'en comprenait aucune. L'ère de Justin Trudeau s'ouvre avec la parité à quinze femmes et quinze hommes, soit cinquante pour cent et, supposément, un partage équitable des responsabilités.

Même si aucune femme ne détient un portefeuille économique ordinairement davantage valorisé, elles se sont vu confier des ministères importants tels le développement international, la justice, le patrimoine, l'environnement et les changements climatiques, la science, les travaux publics. Elles allient un bagage d'expérience et la nouveauté dans un cabinet où la composition féminine prend un visage intergénérationnel; elles ont entre trente ans et soixante-quatre ans avec une moyenne autour de quarante-cinq ans.

À la parité correspond aussi le facteur inclusion. Outre la double présence

autochtone, le cabinet comprend des immigrantes de première et de deuxième génération dont la plus jeune ministre, une réfugiée d'origine afghane.

Tout n'est cependant pas parfait. Le tiers des femmes sont des ministres d'État, ce qui veut dire travailler sous l'autorité d'un ministre en titre et à un salaire inférieur. Aucun homme ne se retrouve dans cette situation. Et le souci d'être paritaire ne

s'est pas étendu à la formation des comités du cabinet: sept comités sur dix sont présidés par des hommes et tous les comités sont majoritairement masculins. Alors que le nouveau gouvernement affirme son intention d'étendre la parité à la nomination aux comités, agences et sociétés d'État.

« On est en 2015 », dixit le premier ministre, Justin Trudeau. La marche vers l'égalité est amorcée, mais beaucoup de chemin reste à parcourir.



Céline Beaulieu, CND



Association des religieuses
pour les droits des femmes

**RELI-FEMMES,
Bulletin de l'ARDF
N° 86 - FÉVRIER 2016**

Édité trois fois l'an par
l'Association des religieuses
pour les droits des femmes.

**Le but de l'Association est
de travailler, dans une
perspective évangélique
et selon les charismes
des divers instituts,
à la promotion des femmes
- religieuses et/ou laïques-
dans l'Église et dans
la société.**

Équipe de rédaction:

Céline Beaulieu, CND,
Suzanne Bolduc, FSP,
Céline Dubé, CND,
Camilla Martin, NDA,
Marina Tremblay, CND.

Collaboratrices régulières:

Les membres
de l'Équipe de coordination,
Léona Deschamps, RSR,
Réjeanne Dubé, NDA,
Fernande Themens.

Infographie:
Nathalie Tassé

Conception graphique:
René St-Amand

Impression:
Groupe Laurier

Expédition:
Suzanne Bolduc, FSP
et des bénévoles, secrétariat
de l'ASMDM

Abonnement
(taxes incluses)
Canada: 12 \$
Étranger: 15 \$

Reproduction permise
sous réserve d'en
mentionner la source.

Correspondance:

Louise Bégin,
1555, ave Docteur-Penfield
Montréal (Québec) H3G 1C6
Tel.: 514 938-0893 poste 207
louise.begin2@videotron.ca



Anna Érelle, *Dans la
peau d'une djihadiste,
Enquête au cœur
des filières de l'État
islamique*, Éditions
Robert Lafont, Paris,
2015, 262 p.

La jeune reporter Anna Érelle, férue de géopolitique, travaille sur les réseaux de l'État islamique afin de comprendre la manière dont les jeunes se laissent prendre par leur propagande. Son ouvrage, *Dans la peau d'une djihadiste*, présente les résultats de son enquête-choc menée, au printemps 2014, avant la prise de Mossoul en Irak par les terroristes.

Pour mener son enquête, Anna Érelle se glisse dans la peau de Mélodie, une jeune fille désabusée. Cette dernière ultrasensible, vide d'amour et d'espoir après avoir frôlé la petite délinquance, vit une histoire banale. Graduellement, une relation particulière s'intensifie avec Abou Bilel, un gourou, qui présente la guerre comme une mission divine. Elle le considère comme un roi et accepte les conversions à Allah pour devenir sa reine. Suivent l'apprentissage de l'arabe, l'accueil de son nouveau nom Umm Saladine et son éventuelle arrivée en Syrie avec son amie Yasmine. Une arrivée manquée... La lecture du reportage permet de saisir la psychologie des jeunes filles happées par la radicalisation islamique.

De plus, lire l'enquête d'Anna Érelle offre le pas à pas de la démarche d'Abou Bilel, un terroriste français basé en Syrie qui s'emploie à conquérir Mélodie. Membre de l'État islamique et sous l'emprise de Daesh, il prône l'urgence de tuer les apostats, ces mécréants qui refusent Allah. Ayant acquis les techniques de «guerilla» auprès des Tchétchènes, il recrute à plein temps puisque non choisi pour faire l'opération kamikaze. À Mélodie, il multiplie non seulement ses «Je t'aime pour et devant Allah!» mais encore ses nombreuses exigences, notamment porter la burqa et le setar, et lui préparer des surprises

de mariage à même le compte bancaire de sa mère. À Mélodie hésitante, il rappelle qu'à son époux, elle doit tout et que sa virginité vérifiée sera inscrite sur l'acte de mariage.

Ce qu'Anna Érelle publie met en lumière la démarche terroriste du djihadisme moderne né durant la guerre d'Afghanistan. Une gouvernance fondée sur la charia. Daesh promet une véritable politique de l'État islamique. Un jour, la terre répondra aux lois de la charia. La reporter ponctue son enquête de descriptions de combats avec la reconnaissance des «martyrs heureux» et des nombreux mécréants torturés ou éliminés lors de la dévastation de la Syrie. Sur Internet, l'État islamique recherche ses combattants parmi des jeunes désabusés afin de les reformater plus facilement. Avec les propagandes menées en France, en Belgique et en Tunisie, le recruteur Abou Bilel escompte faire passer les combattants de 10 000 à 50 000 en six mois.

Enfin, le reportage d'Anna Érelle permet de saisir les risques encourus par les journalistes. La reporter, pour creuser ce mal qui ronge de plus en plus de familles, avait fréquenté tous les ressorts du «djihad numérique». Aujourd'hui, elle vit sous l'épée de Damoclès, car une fatwa la concerne. Ses proches craignent pour sa vie. Afin de la protéger, une avocate vérifie ses textes; on la garde sous écoute policière et on l'oblige à déménager et à changer toutes ses adresses électroniques.

Une lecture troublante, mais qui rétrécit le mystère sur les tragiques événements survenus à Paris à la mi-novembre 2015.

Léona Deschamps, RSR

« Femmes en résistance pour construire un Nouveau Monde! »

Au-delà des frontières, les militantes de la Marche mondiale des femmes (MMF) de 60 pays se sont engagées depuis le 8 mars 2015 dans une large mobilisation pour mettre en valeur les différentes formes de résistances, de dénonciations et d'alternatives que les femmes développent à travers le monde. Au Québec, du 27 septembre au 17 octobre, la tournée de la Caravane fut l'occasion de collectiviser des actions bien arrimées aux couleurs régionales. Un tour d'horizon nous permet d'en apprécier les acquis pour continuer la route. Des repères...

Une continuité dans l'engagement

Lors de la réunion du Comité international de la MMF tenue à Québec du 12 au 15 septembre 2015, sa déclaration politique marquait le point de départ de notre grand mouvement international: « Nous déclarons notre solidarité avec les femmes du Québec, lieu de naissance de la Marche Mondiale des Femmes, et nous sommes reconnaissantes de leurs luttes et de leurs résistances. » Cette déclaration indique aussi une détermination à continuer la formation politique et à rendre les femmes de plus en plus conscientes de leur pouvoir de transformation des rapports en société. Voilà ce qui animera la 10^e Rencontre internationale en octobre 2016, au Mozambique où des militantes de partout dans le monde diront haut et fort: « Femmes en résistance pour construire un Nouveau Monde! »

Fouler le sol pour se faire entendre!

À travers les différentes actions, il ressort de toute évidence qu'une des

forces du mouvement féministe est de rendre visibles les enjeux pour les femmes en utilisant un moyen à la portée de toutes: marcher! Marcher pour se faire entendre! Et se faire entendre pour démasquer partout au Québec les différentes formes de pauvreté et de violence et rappeler les besoins criants de logements sociaux; en Abitibi, dénoncer les impacts de l'exploitation minière, les inégalités économiques et le décrochage scolaire des filles; à Laval, démontrer que les effets des politiques d'austérité augmentent la vulnérabilité des femmes; dresser un mur de femmes... à Maniwaki comme symbole de résistance aux mesures d'austérité, en territoire innu pour montrer le refus des femmes face au Plan Nord qui menace leur territoire et leur communauté, à Montréal contre les oléoducs et les sables bitumineux, en Estrie en solidarité avec les femmes de Mégantic afin d'exiger une voie de contournement pour la voie ferrée qui passe toujours à travers le centre-ville; lancer un manifeste pour un meilleur développement par les femmes de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et, sur le traversier Baie-Comeau vers Matane, place à une chorale pour conscientiser sur les enjeux environnementaux et la protection du fleuve. Au passage de la Caravane le 4 octobre, la région de Jamésie a vécu la journée nationale de commémoration des femmes autochtones disparues ou assassinées.

Avec nos sœurs autochtones faire « corps » avec leur cri

Alors que d'autres femmes ajoutent leurs voix et dénoncent les violences dont elles ont été la cible, nous ne pouvons faire abstraction de la persistance

de pratiques et de comportements racistes et colonialistes au sein des institutions policières à l'égard des femmes autochtones. Ainsi, les femmes de la région de Val-d'Or, par la libération de leur parole ont causé un choc médiatique sans précédent. Le courage de faire entendre leur cri et l'espoir d'être enfin crédibles ont provoqué une prise de conscience nationale sur l'ampleur de la tragédie. À nous d'interpeller nos décideurs politiques tant pour l'enquête sur les femmes disparues ou assassinées que pour les survivantes qui ont besoin de justice et de réparation. Le thème de la MMF prend ici toute sa signification: « Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires ».

Prendre sa place dans les instances politiques

Comment espérer des changements en profondeur alors que les femmes sont maintenues à l'écart des lieux de pouvoir et de décision? Par exemple, conscientes de cet enjeu, les femmes du Saguenay-Lac-St-Jean ont rédigé un Manifeste pour une gouvernance équitable locale et régionale grâce à une meilleure représentativité des femmes dans les instances politiques de leur région. D'une même voix, les femmes de Baie-Comeau ont encerclé la Place de la biosphère avec une chaîne de triangles afin de demander une plus grande place des femmes dans le développement de leur région. Voilà autant de repères pour continuer la route avec détermination: **OUI** au partage de la richesse, **OUI** au partage de l'espace public, **OUI** au développement par, pour et avec les femmes, **OUI** à un **Nouveau Monde!**

Changement climatique : défi d'adaptation à un monde en besoin de transformation



Molly Kane,
Coordonnatrice
de l'Entraide missionnaire

« Les femmes représentent un potentiel humain précieux en matière d'adaptation grâce à leur expérience, à leur sens des responsabilités et à leur résistance. La réussite de l'adaptation durable passe donc par l'importance donnée à l'égalité des sexes et au rôle des femmes. » (Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et directeur exécutif du PNUE)

Depuis des années, on parle des changements climatiques qui risquent de rendre impossible la vie humaine sur notre planète. Dans les pays du Nord, on ignore que les effets des changements climatiques affectent la vie de millions d'êtres humains. Les changements climatiques provoquent déjà des catastrophes « naturelles » telles que les inondations, typhons, ouragans, sécheresse et désertification. Les chercheurs et agences internationales notent que, dans presque toutes ces situations, les femmes, étant disproportionnellement les plus appauvries du monde, sont particulièrement affectées. On remarque également que les femmes sont les premières à se préoccuper des besoins et d'une « adaptation »

nécessaire pour la survie de leurs familles et communautés face à la détérioration de leur environnement.

« Les femmes des pays du Sud sont particulièrement vulnérables aux conséquences des catastrophes naturelles, car les rapports de pouvoir sont faussés et les normes culturelles et sociales inéquitables. Parallèlement, l'action des femmes est fondamentale pour le développement de stratégies d'adaptation durable, de par leurs connaissances, leurs multiples responsabilités et rôles parallèles dans les régions de production. Il s'agit non seulement de tous les secteurs agricoles, comme les pâturages, la biodiversité et les forêts, mais aussi de l'économie domestique, des sources de revenus, des moyens de subsistance et d'autres institutions et rapports socioculturels et politico-économiques. D'après les estimations, les femmes représentent 43% de la main-d'œuvre agricole mondiale. En Asie et en Afrique, cette proportion est supérieure et dépasse souvent 50%, en particulier dans les régions montagneuses. Les femmes jouent donc un rôle crucial dans les efforts d'adaptation, la durabilité environnementale et la sécurité alimentaire au regard du changement climatique... »

Femmes à la défense de la vie

Effectivement, les femmes sont partout aux premières lignes pour défendre la terre et l'écologie de nos écosystèmes contre la pollution, l'extraction, ou même l'extinction des espèces. À ce titre, Wangari Maathai du Kenya qui a reçu le Nobel de la paix pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix » demeure pour toutes et tous une source d'inspiration.

Toutefois, en ce qui concerne la défense de la vie et de la terre, sur tous les continents, des organisations de femmes défendent leurs terres, les territoires de leurs ancêtres, source de nutrition, de communion, source de vie et d'espoir. Les femmes indigènes et paysannes subissent la présence sur leurs territoires des compagnies minières ou pétrolières, voire même la violence et la guerre qui trop souvent accompagnent ces industries extractives. Elles connaissent les corporations qui délogent leurs familles et transforment leurs forêts en plantations d'arbres au nom du « développement durable » ou de « l'économie verte ». Elles protègent leurs semences contre l'invasion des OGM. Face aux circonstances difficiles et parfois catastrophiques, elles deviennent spécialistes en adaptation. Grâce à leur courage et à leurs luttes, elles réussissent non seulement à protéger l'environnement mais à effectuer un vrai changement positif dans les conditions de vie de leurs communautés. Il va sans dire qu'en se protégeant, elles protègent l'humanité de certaines conséquences néfastes du modèle économique dominant.

Sur les lignes de front du changement climatique

Conscientes des enjeux engendrés par les événements météorologiques extrêmes, la déforestation et la perte de la biodiversité menaçant leur survie et celle de leurs familles, les femmes demeurent sous-représentées aux niveaux élevés de l'élaboration des politiques autour de préoccupations environnementales mondiales. La représentation des femmes dans les organes et les conseils de

la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques varie de 36% à 41%. Les chiffres tombent de 26% à 33% pour les femmes chefs de délégations nationales. Seulement un sur cinq auteurs du cinquième rapport d'évaluation du GIEC 2014 et huit des 34 sièges du GIEC, co-présidents, et vice-présidents, sont des femmes. Ne faudrait-il pas revoir la tendance générale des agences de coopération internationale, y compris le PNUE, d'instrumentaliser les femmes comme étant l'élément « le plus efficace » pour répondre aux conséquences du modèle de croissance économique avancé par ces mêmes institutions, lequel modèle est dévastateur pour le climat et les conditions de vie sur terre ?

Depuis longtemps déjà, les femmes sont confrontées à des inégalités socio-économiques ancrées dans les systèmes et les pratiques d'inégalité et de discrimination sociales plus vastes. La transformation des relations sociales et économiques nécessaire à l'égalité homme-femme requiert des changements tout aussi profonds dans les relations de pouvoir au sein de la société et en relation avec la nature. Il faut donc promouvoir des initiatives d'émancipation et de démocratisation qui aboutissent à des transformations systémiques de la gestion de notre « maison commune » avec la représentation politique et la reconnaissance de la valeur de tous les membres de la société.

Lors du Sommet des peuples sur le changement climatique qui s'est tenu à Cochabamba, en avril 2010, les conclusions des participantEs confirment que « l'éradication de la pauvreté et de l'injustice tout comme l'autonomisation des

femmes rurales sont bel et bien possibles à condition de sortir de l'ordre international actuel et d'impulser un autre modèle de développement respectueux de la nature, instaurant une distribution socialement juste de la terre et une équité dans l'accès au bien commun. (Yvonne Ngoyi: voir <http://cadtm.org/les-effets-du-changement>)

Il reste que les mêmes pays industrialisés, qui insistent sur l'impératif d'arriver à une entente pour réduire les gaz à effets de serre et appuyer l'adaptation aux changements climatiques dans les pays du Sud, maintiennent leur appui aux industries d'extraction de ressources et aux ententes de commerce et investissements qui affaiblissent la capacité de tous les États de protéger l'environnement.

On peut espérer que la conscientisation émergente à l'urgence d'agir ensemble pour contrer les changements climatiques catastrophiques va rendre encore plus claire la nécessité de renforcer la solidarité entre les peuples du monde, entre les êtres humains. Malgré les reculs et les déceptions des négociations internationales à ce jour, on constate une mobilisation populaire de plus en plus unie pour réaliser les changements de politiques urgents et nécessaires lors du COP21 à Paris en décembre 2015. Dans son livre « *Le capitalisme détruit le climat* » Naomi Klein, une autre femme engagée et inspirante qui participe à cette mobilisation globale, affirme que « *les vraies solutions à la crise du climat sont aussi notre meilleur espoir de construire un système économique beaucoup plus stable et plus équitable* ».

Souffle d'espoir d'un avenir partagé par tous et toutes

Dans son encyclique *Laudato Si*, le pape François invite l'humanité à un profond changement: « *La conscience d'une origine commune, d'une appartenance mutuelle et d'un avenir partagé par tous, est nécessaire.* » (LS, 202)

Il est indéniable que les femmes sont porteuses d'une compréhension profonde non seulement de leurs milieux respectifs, mais aussi de la nature, de la vie, de l'humanité et du devenir de la Terre-Mère.

Par le biais des multiples luttes des femmes pour la survie et pour la libération, le thème de la Marche Mondiale des femmes 2015, nous renvoie à la réalité actuelle: « *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires* ». À travers ce leitmotiv mobilisateur, on entend déjà le souffle de l'émergence de cette conscience d'une origine commune, d'une appartenance mutuelle et d'un avenir partagé. Ainsi, nous ne pourrions plus jamais confondre une plantation d'arbres avec une forêt ni justifier une bourse internationale (par exemple, celle du carbone) avec le « droit » de continuer à polluer ou à contribuer aux gaz à effets de serre. Dans nos actions pour protéger notre planète, notre « maison commune », nous cherchons à partager les aspirations pour la vie de toute l'humanité, aujourd'hui et dans le futur.

1. Les femmes sont en première ligne du changement climatique; risques sexospécifiques et espoirs, PNUE, http://www.grida.no/files/publications/women-and-climate-change/french_genderrafflyer.pdf

2. Idem

ABITIBI

Le 2 octobre, Val-d'Or accueillait la caravane féministe. Cette activité a permis de revendiquer une exploitation minière respectueuse de l'environnement et des communautés. La caravane fut reçue près de la mine Sigma de Val-d'Or et une courte marche symbolique a marqué son passage en chantant ce slogan, «On MINE nos vies, nous, les femmes disons NON». Certaines ont pris la parole avant de se diriger vers la mine Canadian Malartic, pour faire un «*die in*»,

Le 4 octobre, vigile à Val-d'Or pour les femmes autochtones disparues. La commission d'enquête pour ces femmes touche aussi la MMF et, le 6 octobre, au Centre Entre-Femmes de Rouyn-Noranda, un dîner fut servi à 15 femmes dans le cadre de la Journée Nationale des Centres de Femmes. Un échange fructueux autour de la MMF a soulevé de nombreuses questions allant de son origine jusqu'aux raisons de marcher!



Caravane féministe en Abitibi

toujours pour affirmer que ce n'est pas un refus de l'exploitation de la mine, mais pour contester comment l'exploitation se fait. Une cinquantaine de femmes étaient présentes.

17 octobre, MMF à Trois-Rivières. Une centaine de personnes ont fait ce voyage. La belle participation des réserves autochtones du Lac-Simon, de Kitcisakik et de Pikogan, est à mentionner avec honneur!

Source: Georgette Beauchemin, NDA

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Un premier aspect du thème de la Marche mondiale des femmes a rejoint plus de 40 religieuses au Bon-Conseil de Chicoutimi, à la fin de septembre. L'approche de la Caravane de libération proposée par le CATHII pour mettre fin à la traite des femmes a été utilisée. Des fanions triangulaires au nom de chaque participante ont été fabriqués et transportés par deux compagnes à la marche à Trois-Rivières.

Au plan régional, lors de la visite de la Caravane à Alma au début d'octobre, des membres de l'ARDF ont participé avec 200 femmes pour réclamer la libération d'un territoire, celui des lieux de décision, avec le Manifeste pour une gouvernance locale et régionale et par une marche dans les rues de la ville.

Enfin, le 17 octobre, trois autobus en provenance de la région, de Dolbeau à la Baie (175 km), transportaient des femmes dynamiques avec une belle relève de jeunes femmes au rassemblement national de Trois-Rivières clôturant cette marche. La première tempête de neige accompagnait le retour des vaillantes lors de la traversée du Parc des Laurentides!

Dès les 2 et 3 novembre, 109 organismes communautaires dont 8 regroupements régionaux, en interruption de services/ grève reprenaient la rue contre l'austérité, la fragilisation financière des organismes et la révision de la fiscalité dans une perspective de justice sociale. Nous étions là! On avance, on recule pas!

Source: Françoise Gagnon, NDBC

ESTRIE

La Marche des Femmes du 17 octobre a réanimé notre solidarité par les belles actions qui se sont déroulées tout au long de cette journée. De Sherbrooke et ses environs, sept autocars partaient vers Trois-Rivières. Dans l'attente des transports, il fallait goûter la joie d'échanger entre femmes et plusieurs jeunes hommes également.

Comme prévu, certaines femmes ont participé à la Vigile en mémoire des femmes autochtones disparues, au Palais de Justice de Sherbrooke. Ce fut là une occasion nouvelle de partager et de réfléchir avec les femmes et les hommes de la « communauté huronne de Weetchumpee » qui animaient cette vigile en mémoire des leurs. Pressentir leur silence et entendre leurs chants inspiraient une très forte solidarité et sympathie pour

les cauchemars qui sont les leurs. Ces moments précieux passés à converser avec ces femmes ont laissé voir plusieurs facettes de leurs conditions de vie et de certaines dominations qu'elles subissent encore aujourd'hui.

Une autre activité est en préparation pour sensibiliser davantage à la pauvreté et à la misère que vivent plusieurs femmes/foyers dans nos milieux: la « campagne pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes ». À l'occasion des « 12 jours d'action » le magasin DOLLARAMA, situé dans un arrondissement de grande pauvreté, (milieu d'immigrés) collaborera à ce projet, car c'est avec l'appui et l'aide de la propriétaire que se réalisera ce beau projet.

Source: Denise Roy, PSSF

MONTRÉAL

Le samedi 21 novembre, 45 personnes sont présentes pour une journée de formation, animée par Élisabeth Garant du Centre Justice et Foi, ayant pour thème: *Le dialogue citoyen et interreligieux entre femmes, un pas vers un meilleur vivre-ensemble*. Deux groupes de femmes ont partagé leurs expériences. Le groupe « Femmes en action » milite pour l'égalité dans les milieux scolaires du quartier multiethnique St-Laurent. C'est une voie citoyenne qui rassemble les parents, leur offre des ateliers d'éducation populaire et vise la justice sociale et la défense des droits des enfants. Leur devise: « Je protège mon école publique » veut favoriser la réussite scolaire de leurs enfants même avec leur diversité religieuse, sociale et culturelle. Le Groupe de dialogue féministe Maria'M s'est formé naturellement et se veut un lieu de rencontre de femmes de diverses professions où l'on échange sur des thèmes variés. On ne discute pas de religion, on entre en contact avec la personne à partir de son vécu comme croyante (chrétienne, juive, musulmane...). On y vit le dialogue interreligieux où l'autre mérite le respect dans



Montréal, 21 novembre

sa différence qui est vue comme une béatitude. La loupe féministe devient très importante pour être davantage solidaire et pour un partage équitable.

Source: Michelle Beaulieu, CND

RIMOUSKI

En lien avec les objectifs du Plan d'action 2015-2018 de l'ARDF, se tenait à Rimouski, le 22 octobre 2015, une rencontre où 19 participantes accueillirent le rapport du rassemblement de la marche mondiale des femmes vécue à Trois-Rivières. Ce groupe fut ensuite convié au partage de diverses résistances solidaires vécues au Québec depuis le 19^e siècle. Voici deux résistances: 25 juin 1937, 400 femmes prennent d'assaut les tramways, sans payer, pour aller manifester à la Commission du chômage et à l'Hôtel de Ville de Montréal afin de protester contre les hausses du loyer et du coût de la vie. En 1893, les institutrices de Montréal signent une pétition pour se plaindre de leur salaire déplorable et exigent d'être payées comme les instituteurs.

Autres ressourcements prévus pour 2016¹

25 février: Informations pour connaître et comprendre la réalité des diverses communautés croyantes afin de déceler les courants fondamentalistes nuisibles au vivre ensemble interreligieux. (Objectif 3)

8 mars: Participation aux activités du milieu et rencontre intercongrégationnelle selon le thème proposé.

21 avril: Sensibilisation à la dimension de genre en lien avec la lutte et l'adaptation aux changements climatiques au Québec ainsi qu'à l'importance de l'intégrer aux politiques et actions individuelles ou collectives. (Objectif 1)

Source: Léona Deschamps, RSR

1. Cette partie du plan d'action local devait figurer dans les Échos du n° 85. La rédactrice des Échos s'en excuse.

Des débuts en Estrie

Ce « Brin d'histoire » veut faire un retour sur le début de l'Association dans la région de l'Estrie.

Il convient d'abord de remercier la Communauté des Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Sherbrooke qui a été la première à penser, à bâtir et à débiter un mouvement communautaire dans la région estrienne. Leur but était de venir en aide à toutes les personnes vivant de la violence, de la pauvreté et plusieurs autres marginalités déjà bien cernées... C'est surtout sœur Marie Mercier (aujourd'hui centenaire) qui, petit à petit, a rédigé le premier ordre du jour avec l'aide de ses consœurs.

C'est particulièrement en collaboration avec les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, très nombreuses dans la région, qu'au début, elles ont voulu élargir leurs initiatives en invitant les membres des autres congrégations des alentours à unir leurs efforts et à épauler leurs actions déjà bien amorcées et ainsi développer des entraides sociales avec d'autres mouvements rassembleurs partageant les mêmes priorités et œuvrant déjà avec la même visée.

Dès 1987, ce regroupement de religieuses s'était donné le nom d'« **ARPF-ESTRIE** » puisqu'elles étaient déjà en alliance avec l'Association. Plusieurs autres religieuses de la région s'y sont inscrites afin d'unir leurs forces et ainsi, former un réseau bien reconnu et bien identifié dans notre territoire, réseau qui aidera à son tour à développer d'autres alliances chacune dans son milieu.

Denise Roy, PSSF

Réjeanne Dubé, NDA
et Fernande Themens

Un pilier de la revue *L'autre parole*



Yvette Laprise est décédée le 29 mai 2015, à l'âge de 91 ans. Sœur Yvette a contribué pendant près de 30 ans à 72 numéros de cette revue. Yvette Laprise était un modèle d'ouverture et de radicalité tant au regard des idées nouvelles que des personnes. Elle savait ramener à la racine des choses, à la force vive de la critique féministe et chrétienne. La parole radicale de la revue « L'autre Parole » doit beaucoup à sa vigilance.

Les confessions de Jeanne de Valois par Antonine Maillet

Ce roman raconte la vie de la fondatrice d'un collège acadien où l'auteure a fait ses études. Les 150 premières pages présentent les luttes des Acadiens à partir du point de vue d'une religieuse de 90 ans qui a été une des forces vives de ce pays. Les 100-150 dernières pages sont du gâteau pour les féministes. On y trouve une analyse féministe des demandes du clergé envers les religieuses et l'appropriation des postes de direction par les jeunes hommes qui écartent les religieuses des institutions enseignantes et hospitalières.

Des cérémonies pour souligner le 26^e anniversaire du massacre de l'École polytechnique

En après-midi, le jour anniversaire, des roses blanches ont été déposées en mémoire des victimes à la place du 6-Décembre-1989, près de l'institution universitaire, dans le quartier Côte-des-Neiges. Des représentantEs de groupes de femmes et de défense des droits des Autochtones ont rappelé que les femmes du Canada sont toujours victimes de violence, 26 ans après la tragédie. Le premier ministre Justin Trudeau a également réitéré son intention de lancer une commission d'enquête sur les femmes autochtones disparues ou assassinées.

Manon Barbeau

Depuis plus de trente ans, **Manon Barbeau** œuvre comme scénariste, réalisatrice ou productrice pour différents organismes. En 2004, elle a fondé le Wapikoni mobile pour donner une voix aux jeunes des Premières nations. Des studios ambulants dotés d'équipements à la fine pointe de la technologie « roulent vers » les jeunes des communautés autochtones pour leur offrir des ateliers pratiques adaptés à leur réalité et à leur culture. Pour son engagement, la Faculté des arts et des sciences a décerné à Manon Barbeau l'Insigne du mérite 2015.

